



Communiqué de presse
Gradignan, le 21 janvier 2010

Klaus : Une dynamique de stockage à poursuivre

L'année 2009 a été particulièrement complexe à gérer pour la filière bois en Aquitaine. Sont venus se superposer :

- Les problèmes de la crise mondiale qui ont entraîné une baisse importante d'activité faute d'une demande soutenue,

- La tempête KLAUS le 24 janvier 2009, avec comme conséquence une surabondance de matières premières (37 millions de m3 de pin maritime abattus soit 1/3 du stock forestier régional dont 26 millions de m3 exploitables par l'industrie) déstabilisant les marchés et mobilisant une grande partie de l'énergie et des ressources financières des acteurs économiques.

A ces évènements, il faut ajouter les séquelles encore présentes de la tempête MARTIN de 1999 (27 millions de m3 abattus et 30 000 ha non reboisés à ce jour).

La Fédération des Industries du Bois d'Aquitaine (FIBA) revient donc sur ces évènements et les conséquences qui en découlent pour la filière bois en Aquitaine.

La réaction de la filière régionale face à la tempête

L'ensemble des acteurs a fait preuve d'une mobilisation sans précédent, l'exploitation des bois a globalement doublé par rapport à 2008. Nous sommes passé de 8 millions de M3 à 14 millions de m3 . L'augmentation d'activité représente l'équivalent de 1500 chargements de camions par jour !!!

Les objectifs quantitatifs du plan d'urgence publié le 12 février 2009 sous l'égide du Comité Interprofessionnel du Pin Maritime (CIPM) ont été atteints, et même dépassés malgré de grandes difficultés (décrites plus loin). Compte tenu des pertes d'exploitations et des dégâts diffus non exploitables, environ 50% des bois exploitables ont été mobilisés. De nombreux acteurs extérieurs sont intervenus sur le massif (entreprises d'exploitation et de transport) permettant de renforcer momentanément les moyens.

Il faut aussi souligner l'extrême tension qu'a entraînée une telle déstabilisation des marchés (l'offre de chablis correspondait à 6 fois la demande régionale annuelle). L'intervention directe d'acteurs extérieurs n'ayant aucun intérêt commerciaux à long terme sur le massif et agissant par spéculation a augmenté la confusion sur l'état du marché. L'interprofession a eu du mal à gérer les relations entre les acteurs économiques : elle n'avait aucun moyen légal de compenser un tel déséquilibre, intervenant en plus dans une période de crise historique. Il faut espérer que l'interprofession, qui a néanmoins continué ses actions de promotion cette année, reprenne rapidement son travail de modernisation de la filière.

Sur le terrain, le pragmatisme l'a emporté et de nombreux projets de stockage réalisés en coopération entre l'amont et l'aval de la filière ont vu le jour.



Les actions réalisées et leur impact pour l'avenir

L'effort de formation de la filière

En premier lieu, les entreprises régionales ont dû s'adapter à la crise par la réduction d'activité. Des mesures de chômage partiel ont été mises en œuvre. La FIBA a réagi rapidement en proposant à l'Etat et au Conseil Régional de financer un ambitieux plan régional de formation : le contrat cadre ADEC. Cela a permis d'utiliser au mieux les périodes d'inactivité, tout en renforçant les compétences des salariés et la compétitivité des entreprises. L'objectif étant d'anticiper la sortie de crise.

La poursuite de l'effort de R&D du pôle Xylofutur

Il est remarquable de constater que dans cette période de crise et de tempête, le rythme de développement des projets du pôle Xylofutur s'est accru. Le pôle Xylofutur compte aujourd'hui 51 projets labellisés dont 22 labellisés en 2009 (21 sur le bois construction, 7 en chimie verte et 23 pour les ressources forestières). L'enjeu pour les années futures est de transformer ces projets en actions de développement industriel. Deux sites de production de composants pour le bois construction sont d'ores et déjà opérationnels.

L'accélération des opérations de promotion du pin maritime dans la construction

Les coopérations entreprises entre les industriels, les constructeurs, artisans, maîtres d'œuvre publics et privés et architectes se sont largement développées en 2009 (journées rencontres professionnelles, journée nationale Forêt-Bois-Construction, salon vivons bois, édition de guides références sur les normes produits, ...). Une des priorités actuelles se porte sur l'isolation par l'extérieur des bâtiments et les constructions à usage collectif (habitat social, collèges, lycées,...).

Toutes ces actions structurelles sont favorables pour l'industrie régionale et l'amélioration de sa compétitivité. Le contexte des marchés à moyen terme est très favorable au bois et aux produits issus de la chimie verte en raison de leurs hautes performances environnementales. Néanmoins les deux tempêtes successives KLAUS et MARTIN font planer de grandes incertitudes sur l'avenir de la filière.

La sauvegarde des bois chablis de Klaus en 2009

L'objectif quantitatif pour 2009 a été atteint, mais la sauvegarde des bois de qualité est un échec.

Les subventions pour la création des aires de stockage et l'exportation des bois ont été mises en place assez rapidement. Par contre, les procédures invraisemblables pour accéder aux prêts bonifiés (et à la garantie de l'Etat), néanmoins indispensables pour constituer et porter des stocks à la hauteur du sinistre, ont découragé une partie des acteurs et pour d'autres ont ralenti considérablement les initiatives au premier semestre 2009. Le premier prêt stockage a été décaissé début octobre 2009, mais de nombreux dossiers sont encore en cours de finalisation. Or c'est pendant les six mois qui suivirent Klaus que les bois de qualité pouvaient être sauvegardés.

Compte tenu des délais et de l'incertitude pour obtenir ces financements, les volumes stockés ont été strictement limités aux capacités financières propres des entreprises (en temps de crise...).



Les projets collectifs des industriels et des sylviculteurs qui auraient pu compléter ces efforts individuels n'ont pu voir le jour faute de solutions financières appuyées par les pouvoirs publics ou les collectivités.

Par ailleurs, de nombreux problèmes de transport, notamment en terme de réglementations locales et de tonnages autorisés, ont encore ralenti le processus de stockage. Une manifestation avait été organisée à Mont de Marsan le 8 juillet 2009 pour débloquer la situation dans les Landes.

Les opérations de stockage sont la mesure la plus structurante pour la filière, autant pour la sauvegarde de la qualité des bois que pour préserver l'approvisionnement futur de l'ensemble de l'activité industrielle (sciage, déroulage et trituration) et donc de l'emploi régional.

Les stocks sont conséquents mais pas à la hauteur de l'enjeu (6 années de récolte par terre). Pour les bois de qualité, les stocks constitués ne représentent même pas un an de fonctionnement de l'industrie régionale.

Les perspectives à court terme (2010) : Continuer le stockage

Le stock de bois de tempête constitué fin 2009 est de l'ordre de 3,8 à 4 millions de m³. Les aires de stockages construites (environ 40) permettent d'en recevoir 6,5 à 7 millions de m³.

Il reste donc à stocker des bois pour les qualités emballage, trituration et énergie à hauteur de 3 millions de m³ minimum en 2010.

Ces stocks sont essentiels pour maintenir le niveau d'activité de l'industrie régionale dans les années futures. Des opérations d'exportation seront aussi développées pour écouler les excédents de bois liés aux opérations d'exploitation des parcelles destinées au stockage.

Le modèle économique de Forêt cultivée a été déstabilisé durablement

Au delà des adaptations de la sylviculture qui sont déjà entreprises, il faut rappeler que les sylviculteurs sinistrés n'ont pu obtenir aucune indemnisation.

Aucun système d'assurance n'est également à ce jour en place pour sécuriser cette activité économique qui est la base d'une filière régionale comptant 34 000 emplois.

La mise en place d'un système d'assurance apparaît aujourd'hui indispensable pour la pérennité du modèle économique de forêt cultivée.

Perspectives à moyen terme pour l'industrie : une période décisive qui nécessite un pilotage renforcé entre les représentants de l'industrie et les pouvoirs publics

La situation de l'approvisionnement industriel, après une phase de surabondance de matière première en 2009, est déjà en train de s'inverser dans certaines branches de la filière et fragilise l'industrie pour une période qu'on peut estimer à 10 ans si aucun plan d'action volontariste n'est mis en oeuvre.

Le potentiel de croissance annuel du massif forestier a été atteint à hauteur de 30% pour une durée qui va s'étaler sur, au moins, une décennie.



Sans un pilotage renforcé de la filière avec une coordination forte entre les professionnels et les pouvoirs publics, la prise de mesures volontaristes notamment pour favoriser la mobilisation des bois, et la prise en compte de cet état de déficit du massif forestier dans les arbitrages concernant les soutiens publics sur les nouvelles installations bois-énergie, la filière pourrait perdre un nombre d'emploi proportionnel à la baisse de potentiel du massif (1/3).

La gestion du déficit de bois qui se fera jour dans les années qui viennent sera déterminante pour l'activité industrielle (plan de déstockage des sites constitués en 2009 et 2010, exploitations des peuplements âgés,...).

Les arbitrages publics concernant le soutien à l'implantation de nouvelles unités notamment celles qui utiliseraient les ressources déjà exploitées à des fins énergétiques, auront aussi un poids déterminant notamment sur l'avenir de l'industrie de trituration. Si ces arbitrages conduisent à augmenter la tension sur la ressource, ils conduiront à la disparition d'unités industrielles.

Dans la période qui vient l'approvisionnement de l'industrie dépend de trois facteurs :

-La valorisation des chablis pour une partie du sciage et pour les industries du panneaux et de la pâte et du papier, ces chablis peuvent être valorisés pendant cinq ans (pour le sciage un ou deux ans).

-Les coupes de bois sur pied issus des parcelles sinistrées et consécutives au nettoyage et au reboisement des parcelles. Le rythme de reboisement aura donc un effet direct sur l'approvisionnement des industries. Pour le bois d'œuvre à destination du sciage et du déroulage, le stock non touché par la tempête reste important. Les pins sur pied âgés de plus de 50 ans (gros bois) représentent encore 35 millions de m³, soit près de 8 ans de fonctionnement de l'industrie du sciage et du déroulage.

-Des déstockages de bois sous aspersion (un an de stock constitué).

A plus long terme, le maintien des surfaces forestières à vocation productive et la dynamisation de la gestion sylvicole sont les facteurs déterminants de l'activité industrielle régionale et des emplois qui lui sont liés.

La FIBA va élaborer un plan de soutien pour permettre à l'industrie Aquitaine de faire face à ces enjeux. Ce plan sera diffusé dans le courant du premier trimestre 2010.

Contacts presse

Nicolas Beneytou	Chargé de Communication	nicolas.beneytou@fibaquitaine.fr
Stéphane Latour	Directeur	direction@fibaquitaine.fr
Tanguy Massart	Président	direction@fibaquitaine.fr